

# Le NEPAD dévoyé ou l'éclipse d'une grande espérance

En ouvrant la Conférence des économistes africains sur « l'opérationnalité du Plan Oméga » en 2001, le président Abdoulaye Wade observait que l'histoire économique de l'Afrique est faite d'un cimetière de projets et de programmes qui étaient souvent un assemblage de vœux pieux bien articulés par des techniciens, certes compétents, mais beaucoup trop éloignés des préoccupations véritables des grands décideurs politiques. Tirant les enseignements de cette histoire et à la différence des grands projets de l'époque comme le plan de Lagos, les nouvelles initiatives, notamment le « Programme de la renaissance africaine pour le Millénaire » (MAP) du président sud-africain Thabo M'beki et le plan Oméga du président Abdoulaye Wade, étaient le résultat de réflexions engagées par les dirigeants africains qui formulent pour la première fois leur vision relative au renouveau de l'Afrique.

La fusion de ces deux plans donna naissance en juillet 2001 à la « Nouvelle initiative africaine », rebaptisée NEPAD, qui est une réponse pour enrayer la pauvreté croissante, les conflits de longue durée, la propagation débridée des épidémies du sida et du paludisme ainsi que la marginalisation perpétuelle du continent. Il devait, en conséquence, contribuer à la création de conditions adéquates permettant au continent de jouer le rôle qui est le sien dans l'économie et les affaires politiques du monde.

Le NEPAD est une architecture d'une grande simplicité et d'une extrême limpidité, toutes qualités devant faciliter sa réalisation autour du triptyque : les préalables politiques et institutionnels (paix, sécurité et gouvernance), les huit priorités sectorielles (infrastructures, éducation, santé, énergie, agriculture, TIC, environnement accès aux marchés) et le cadre régional stratégique de mise en œuvre (découpage du continent en cinq régions : Afrique du Nord, Afrique de l'Ouest, Afrique centrale, Afrique de l'Est, l'Afrique australe).

## **1. Le NEPAD : une ambition, une vision et un partenariat actif favorable à l'afflux des investissements pour un développement accéléré et durable du continent**

Le NEPAD est un programme global et ambitieux qui a trouvé un écho extrêmement favorable et enthousiaste auprès des peuples africains et au niveau des partenaires au développement qui croyaient enfin saisir les

**Moustapha  
Kassé**

Ecole de Dakar, Sénégal  
([www.mkasse.com](http://www.mkasse.com))

nouvelles réponses africaines élaborées par les décideurs africains eux-mêmes pour répondre aux défis du développement économique et social de leurs pays. Il se présente comme un programme novateur pour construire une Afrique forte qui se veut une interlocutrice incontournable de la communauté internationale. Naturellement, quelques intellectuels avaient émis des réserves sur les orientations, les démarches techniques et surtout les options institutionnelles après son élaboration. En tant que rédacteur du projet, j'avais souligné dans mon ouvrage (*De l'UEMOA au NEPAD : le nouveau régionalisme africain*) certaines faiblesses institutionnelles qui pourraient freiner son rythme d'exécution. Fruit d'un laborieux compromis plus politique que technique, le dispositif organisationnel contenait des limites congénitales. Dans le fond, le Secrétariat, c'est-à-dire, le Steering Committee, que l'on voulait une structure souple, allégée et dynamique, s'est rapidement transformée en une gigantesque machine bureaucratique incapable de faire décoller le moindre projet du Programme. Naturellement, cette involution a entraîné des coûts d'agence et d'information qui ont conduits, à l'inefficacité et, par endroit, à la paralysie vigoureusement dénoncée par le président Abdoulaye Wade.

Le plan Oméga puis le NEPAD se présentaient comme des initiatives de rupture qui devraient cadrer parfaitement avec les Objectifs du millénaire pour le développement. Les priorités sectorielles, particulièrement les infrastructures, devraient être financées par des investissements massifs privés et publics dans une optique d'intégration africaine. Le schéma du NEPAD est largement inspiré des théories de la croissance endogène qui identifient quatre principales sources de croissance : le capital physique (infrastructures, énergies), le capital humain (santé et éducation), le capital public (gouvernance, efficacité de l'Etat à sauvegarder la paix, la sécurité et la stabilité) et l'innovation technologique (TIC).

Evidemment, l'accumulation de tels facteurs ne suffit guère pour engendrer une croissance auto-entretenu ; encore faut-il la présence d'un mécanisme qui empêche ou compense la diminution des productivités marginales des facteurs de production au fur et à mesure de leur accumulation. C'est en introduisant les externalités dans l'analyse que les modèles de croissance endogène parviennent à résoudre ce problème. Ce référentiel théorique est complètement différent de celui des anciens programmes construits par l'OUA comme le plan de Lagos qui préconisait un processus planifié rendu possible par un contrôle des moyens de production. Un document de la Commission économique pour l'Afrique (1984) recommandait aux Communautés africaines d'adopter des programmes qui doivent transformer les systèmes de production nationaux et sous-régionaux en créant une infrastructure régionale de transport et de communication et en développant de nouveaux produits ou des capacités grâce aux industries communautaires. La démarche est volontariste, étatique et interventionniste ; elle est à l'opposé de celle du NEPAD.

Les investissements en capital physique et humain sont générateurs d'une croissance rapide, au taux le plus élevée et peuvent corrélativement contribuer à l'éradication de la pauvreté endémique. Ils seraient également à la base d'un ensemble d'externalités positives pour les pays concernés : formation de marchés, développement des activités productives, accélération des échanges, etc. De fait, l'Afrique montrerait ainsi ses capacités à prendre en charge son développement, en partenariat avec le monde développé et le secteur privé international détenteur des capitaux et des technologies.

Toutefois, six années après la mise en œuvre du NEPAD, la réunion de Johannesburg en octobre 2005 et celle d'Alger début mars 2007 du Comité de mise en œuvre (CMO) semblent annoncer soit le début de la fin ou alors l'amorce d'un nouveau départ du Projet qui a traversé beaucoup de turpitudes consubstantielles à l'hétérogénéité des membres fondateurs, ce qui justifie ce quolibet : à chacun son NEPAD. Depuis le démarrage du Programme, aucun projet concret n'a été mis en œuvre. Les objectifs majeurs comme le renforcement des capacités de production des pays, les projets dont les études de faisabilité sont achevées ne connaissent pas un début d'accomplissement. Sur ces insuffisances viennent se greffer celles inhérentes au seul projet qui fonctionne effectivement : le mécanisme d'évaluation par les pairs (MAEP). Le débat relatif à la mise en place et à la gestion des démembrements nationaux de ce mécanisme est enclenché dans plusieurs pays. C'est une menace sur le caractère intégrateur du MAEP.

### **2. Une demi-décennie d'inefficacité et d'immobilisme**

Tout le piétinement constaté dans la réalisation de l'agenda du NEPAD explique l'impatience du président Wade, un des « pères fondateurs », qui observe que : « Depuis quatre ans, nous piétons. (...) Pourtant, le NEPAD est un bon projet, mais nous n'avons pas placé les hommes qu'il fallait pour l'animer. » En clair, le NEPAD ne décolle pas du fait de l'inefficacité de son administration dont le secrétariat budgétivore s'illustre dans l'organisation de réunions sans réussir à conclure le moindre marché pour l'exécution des projets de développement dont les études de faisabilité ont été réalisées.

Après une demi-décennie d'existence, les bailleurs de fonds et les Etats africains ont levé des ressources substantielles pour la réalisation effective des études de faisabilité des grands projets d'infrastructure qui constituent, sans aucun doute, la priorité des priorités. En effet, facteur déterminant de la croissance économique, les infrastructures devraient permettre la constitution d'un véritable marché régional et participer à combler le gap de développement entre l'Afrique et les pays industrialisés. Les appuis importants mobilisés par la BAD, le PNUD, le Canada, le Japon et bien d'autres pays et institutions de financement n'ont pas permis d'attirer les capitaux et les investissements étrangers nécessaires pour financer le Plan d'action à court ou à moyen et long termes. Depuis juin 2002, avec l'aide

de la Banque de développement de l'Afrique, le projet de Plan d'action à court terme du NEPAD (STAP) pour le développement des Infrastructures avait été élaboré et validé par un atelier d'experts. Il est resté sans suite pratique.

Dans ce sens, le Rapport de progression du NEPAD et le Plan d'action initial de juin 2002 pour combler le manque d'infrastructures ont identifié comme tâches importantes : « Promouvoir l'intégration régionale et, donc, créer des marchés plus importants pour l'infrastructure se réfèrent dans ce contexte à l'énergie, l'eau, le transport, l'information et l'informatique. Pour identifier les projets, le NEPAD (...) a entrepris un examen des projets d'infrastructure dans les pays qui ont été inclus dans les programmes élaborés par les REC. »

En comparaison l'UEMOA vient de finaliser en juillet 2006 à Dakar la Réunion des bailleurs de fonds pour le financement de son programme économique régional (2006-2010) d'un montant de 2 900 milliards de francs CFA, soit environ 6 milliards de dollars. Le financement de ce programme, dont les infrastructures constituent les 90 %, est aujourd'hui entièrement bouclé. Pourtant, en matière de promotion et de recherche des investissements, une conférence a été convoquée à Dakar en avril 2002 avec le secteur privé pour le financement des grands projets d'infrastructures, avec plus de 2 000 participants. Aucune retombée ni suite. C'est dire que le Steering Committee est très loin de la performance de l'UEMOA, malgré l'ampleur des ressources mobilisées depuis sa création. A titre d'exemple, en 2002, le PNUD a mobilisé pour le secrétariat 3,5 millions de dollars pour financer la gouvernance politique (y compris la création du mécanisme d'évaluation intra-africaine et sa mise en œuvre), la promotion du NEPAD et des Objectifs du millénaire pour le développement. Il a également contribué à hauteur de 2,7 millions au Fonds d'affectation spéciale qui dispose de ressources estimées à 4 milliards de dollars. Les Etats africains ne sont pas en reste, l'Afrique du Sud, l'Algérie, le Nigeria, le Sénégal, le Lesotho, le Mozambique et d'autres encore ont véhiculé des contributions importantes qui sont venues s'ajouter à celles de pays comme le Canada, le Japon, le Royaume-Uni (Secrétariat britannique au développement international). D'autres pays et organisations internationales ont aussi affecté des fonds supplémentaires. Beaucoup de moyens pour peu de réalisations concrètes.

Cette appréciation ne peut être tempérée que par les nombreux séminaires, ateliers et forums qui ont conduit à la formation de plusieurs comités de pilotage ou à l'élaboration de multiples déclarations d'intention qui tardent à déboucher sur des actes concrets : Comité de pilotage sur la science et la technologie, Programme pour le développement de l'agriculture africaine, Plan d'action de l'initiative environnementale du NEPAD, etc.

La seule réussite que l'on peut incontestablement comptabiliser au titre du NEPAD est sans doute le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs

(MAEP) destiné au renforcement de la gouvernance (politique, économique et d'entreprise) et qui, selon Marie-Angélique Savane, présidente du Groupe de personnalités éminentes, « vise à favoriser l'adoption des politiques, normes et pratiques qui conduiront à la stabilité politique, à une plus grande croissance économique, au développement durable et à accélérer l'intégration économique de la sous-région et du continent ». Créé en février 2004 à Kigali, le MAEP ne concerne que les pays qui choisissent de se faire évaluer par leurs pairs. D'une part, l'adhésion se fait d'une manière volontaire et, de l'autre, ce sont les chefs d'Etat eux-mêmes qui sont responsables des évaluations qui doivent être faites. Opportunément, le Président Boutéflika souligne : « En nous dotant d'un mécanisme crédible d'évaluation par les pairs, qui stimule nos efforts d'amélioration de la gouvernance, nous adressons également au monde un signal fort quant à notre volonté d'éloigner à jamais le spectre de la marginalisation... La consultation, la concertation, la participation et la transparence, faut-il le rappeler, sont les valeurs qui se situent à la base même de nos traditions communes et qui servent naturellement de fondements à la renaissance de l'Afrique. » Dans la même direction le président Obasanjo précise : « Ce que prévoit le MAEP pour le continent africain, nous le faisons déjà au plan informel entre nous. (...) Nous voulons donc officialiser ce que nous discutons entre nous (...) et nous soumettre à l'évaluation de nos performances par nous-mêmes aux plans politique, économique et social (...) C'est une bonne méthode pour nous connaître entre nous, apprendre des choses sur nous pour en choisir ce qui nous paraît important. »

En définitive, toute appréciation globale de ce mécanisme, montrerait que les dirigeants africains ne s'empressent point, et beaucoup d'entre eux continuent de soulever des questions relatives à la structure, au mode de fonctionnement et au pouvoir d'action de ce mécanisme et cela malgré la pression de certains pays donateurs. Paradoxalement, certains gouvernements se déclarent intéressés, tout en indiquant qu'ils n'avaient pas encore pris de décision officielle définitive et irréversible. Concrètement, sur les 53 pays membres de l'Union africaine, 24 manifestent des dispositions à participer au mécanisme, mais seulement 4 se sont proposés pour subir l'évaluation : le Rwanda, le Ghana, Maurice et le Kenya. Empressement de quelques-uns mais grande prudence de l'écrasante majorité. D'ailleurs, le communiqué du Sommet des chefs d'Etat de Sharm El-Sheikh (19 avril 2005) a reconnu « les complexités des évaluations du MEAP qui sont d'autant plus importantes qu'il s'agit de la première fois qu'un tel processus est mis en place en Afrique, et qu'il s'agit également d'un processus unique à l'échelle du monde ». Certains pays craignaient que le mécanisme d'évaluation ne porte atteinte à la souveraineté nationale, tandis que d'autres redoutaient qu'il ne serve aux partenaires pour sanctionner.

Autre observation de taille : la coexistence éventuelle entre l'organisation des processus nationaux d'élaboration des DSRP et le mécanisme

d'évaluation. En effet, il est proposé de mettre en place à l'échelon national « une structure adéquate et représentative à même d'organiser des processus participatifs et équilibrés associant les principaux acteurs de la société civile et une organisation efficace de la collecte et de la dissémination d'informations ». Cet exercice est parfaitement réalisé dans les processus d'adoption du DSRP.

### **3. La conférence d'Alger : début de la fin ou amorce d'un nouveau départ ?**

Il faut bien reconnaître que le NEPAD stagne, et les critiques fusent de tous côtés. C'est pourquoi une session spéciale du Comité de mise en œuvre a été convoquée pour examiner « l'état de la mise en œuvre du NEPAD depuis son lancement en 2001 et les perspectives pour le renforcer et donner plus de cohésion à la démarche africaine. A l'ordre du jour figure l'intégration du secrétariat du NEPAD à la commission de l'UA en plus d'une réflexion sur les financements des grands projets et les questions liées au partenariat avec le reste du monde ». En effet, sont apparus à l'expérience le manque d'application des programmes de développement et l'insuffisante impulsion et attraction des capitaux et investissements étrangers, comme a réussi à le faire l'UEMOA avec son Programme économique régional. Le Secrétariat du NEPAD a multiplié les réunions, les ateliers et séminaires sans résultats tangibles. Cela traduit l'absence d'une stratégie efficiente de communication à destination des opérateurs économiques internes et externes, des nombreuses institutions de financement ou des sociétés civiles africaines. Les quelques acteurs qui sont parvenus à briser l'asymétrie d'information sont restés dubitatifs au point de ne prendre aucun engagement.

Le NEPAD traîne aujourd'hui deux erreurs qui peuvent être fatales en perspective : l'absence d'un lien organique entre le *Steering Committee* et le Bureau directif du Comité de mise en œuvre (Heads of State and Government Implementation Committee) et, ensuite, la mise en veilleuse des cinq groupes thématiques sectoriels qui ont été définis dans le cadre de ce comité. Chaque groupe était placé sous la responsabilité d'un des Etats leaders selon la répartition suivante :

- en Sénégal : infrastructures, environnement, NTIC, énergie ;
- en Afrique du Sud : paix et sécurité, bonne gouvernance publique ;
- en Nigéria : bonne gouvernance économique et flux de capitaux ;
- en Algérie : développement humain (éducation, santé) ;
- en Egypte : accès aux marchés et agriculture.

Sur le premier point, il convient de rappeler que l'approche *Top Down* adoptée dès le départ par les « pères fondateurs » suppose que les initiatives partent du haut vers le bas. En clair, le Secrétariat et tout autre organe du NEPAD devraient relever de la tutelle et du contrôle du Bureau directif du Comité de mise en œuvre. Dans cette optique, la formation des groupes thématiques et leur affectation aux membres fondateurs renforcent la tutelle

en donnant aux chefs d'Etat responsables de groupes le contrôle de l'élaboration des projets constitutifs de chaque thème recouvrant en fait les secteurs prioritaires du NEPAD. Dans pareil contexte, le Secrétariat devient un organe exécutif des projets élaborés et ficelés par chaque groupe thématique. A l'évidence, sa feuille de route s'éclaire en toute logique : rechercher le financement, informer, mobiliser les opérateurs privés, publics et institutionnels.

La récente réunion d'Alger du Comité de mise en œuvre qui attendait 15 chefs d'Etat et qui en définitive n'en a compté que 5 (Obajanso, Boutéflika, Mbecki, Kouffor, Amadou Toumani Touré et Meles Zenawi et certains premiers ministres) se devait de repenser tout le dispositif institutionnel du NEPAD. Certaines questions sont arrivées à maturité, comme la gestion des organes du Secrétariat, le processus concret de mise en œuvre du Programme ainsi que la remobilisation des dirigeants africains qui, selon le président Abdoulaye Wade, « ne font pas beaucoup pour le NEPAD, s'ils ne comprennent pas simplement le sens de la démarche ».

La proposition agitée depuis plusieurs sommets consistant à rattacher le Secrétariat du NEPAD basé à Midrand en Afrique du Sud à la Commission de l'Union africaine continue d'entretenir de profondes divergences de vue. En effet, la finalisation du processus d'intégration du NEPAD à l'architecture globale de l'Union africaine appelle selon le président Boutéflika « la même exigence de cohérence, de cohésion et d'harmonie dans la démarche ». Il ajoute qu'il faut craindre « une insuffisance de coordination en la matière avec l'Union africaine, dont le NEPAD est en fait l'émanation, voire une distorsion qu'il est urgent de rectifier ». Cette difficulté explique sans doute, de l'avis du président Obajanso, que « depuis trois ans, nous n'avons pas pu réaliser l'intégration prévue pour l'an dernier. Nous espérons qu'une année de transition permettra le passage vers l'intégration totale du NEPAD dans les structures de l'Union africaine ».

Au demeurant, ce rattachement à l'Union africaine soulève beaucoup plus de problèmes qu'il n'en résout. Premièrement, l'expérience passée montre que tous les projets de ce type rattachés au Secrétariat exécutif souffrent d'une tutelle paralysante qui finit par n'accorder aucune attention aux dossiers économiques et à leur agenda : le plan de Lagos et la mise en œuvre de la Charte de la communauté économique africaine en attestent largement. Deuxièmement, il existe un département économique au niveau de l'Union africaine qui ne se prévaut d'aucun bilan positif ni en termes de réalisations de terrain ni en termes d'études techniques ou prospectives concernant le développement économique et la croissance de l'Afrique. Où faut-il loger le NEPAD ? Quelles seront ses nouvelles attributions et ses liens avec les différents organes ayant en charge les questions économiques et financières ? Quelle sera la nouvelle architecture institutionnelle cohérente qui garantisse au NEPAD opérationnalité et souplesse ? Troisièmement, le risque de politisation excessive peut être, à terme, une issue fatale au Programme,

particulièrement s'il s'avère incapable, dans son déploiement, d'appliquer à l'ensemble des 53 Etats le principe « gagnant-gagnant », c'est-à-dire assurer à tout le monde les mêmes bénéfices des investissements. Quatrièmement, le problème du lien organique avec le Comité de mise en œuvre va toujours se poser tant que le NEPAD restera un Programme *Top Down*. A toutes ces questions viendront s'ajouter d'autres de moindre importance comme les coûts d'agence, l'impact des lourdeurs et longueur des procédures de l'Union africaine sur le processus décisionnel du NEPAD dont une gestion privée serait synonyme d'efficacité et de souplesse.

### **En conclusion : nécessité de préserver le Programme de la dernière chance pour le développement solidaire de l'Afrique**

A y regarder de près, trois raisons au moins militent pour la sauvegarde du NEPAD par tous les Africains : une raison de crédibilité, une raison liée à la qualité technique et au caractère novateur du document et la nécessité de préserver un instrument rôdé de coopération internationale.

La première raison pour préserver et consolider le NEPAD tient au fait que toutes les tentatives analogues passées se sont révélées infructueuses. En conséquence, le raffermissement du Programme est éminemment une entreprise de crédibilisation des dirigeants, des experts et des élites d'Afrique. En effet, depuis les années 1970, les Etats africains ont engagé plusieurs initiatives comme le Plan d'action de Lagos, la Charte de la communauté économique africaine, la Décennie du développement industriel, la Décennie des transports et des communications, le Programme de développement accéléré de l'Afrique, le CARPAS, sans le moindre succès. Les résultats ont été bien en deçà des espérances, ce qui a justifié les évaluations sévères de l'époque comme « la décennie gâchée », « la décennie des espoirs déçus » ou encore « la décennie perdue ». En effet, qu'il s'agisse de la croissance économique, de la résorption du double déficit structurel de la balance commerciale et des finances publiques, de la dette extérieure et intérieure, de la pauvreté, de la nutrition, de la santé, de l'éducation, en un mot de l'amélioration du bien-être social, les performances sont extrêmement médiocres, voire insignifiantes. Tout simplement, aucune de ces initiatives n'a connu le moindre début d'exécution pour réussir à pousser l'Afrique sur la voie de la croissance et du développement économique et social !

En dernière analyse toutes ces initiatives traduisant, l'écart toujours grandissant entre le discours et la pratique, entre les intentions proclamées et la réalité. Ces attitudes sont symptomatiques de l'incapacité chronique des Etats africains à traduire les principes directeurs adoptés au niveau continental en politiques, programmes et projets nationaux ainsi que le manque de détermination à poursuivre les stratégies et politiques convenues.

La seconde raison de la nécessité de préserver la NEPAD est qu'il est incontestablement un Programme novateur dans sa conception comme dans



sa démarche. Les critiques conceptuelles et techniques formulées ça et là semblent ignorer totalement les orientations et les préoccupations des décideurs ainsi que le référentiel théorique qui en est le modèle de croissance endogène. Sous ce rapport, le NEPAD propose une démarche innovatrice, une stratégie de rupture construite par les dirigeants africains autour de quatre composantes : la réalisation des préalables politiques et institutionnels qui créent la stabilité et la sécurité, la fixation des priorités sectorielles qui assurent les investissements, la compétitivité et la diversification des économies, la détermination d'un cadre régional stratégique de mise en œuvre et la définition d'un partenariat actif avec la communauté internationale, le secteur privé interne et externe, les institutions de financement. La stratégie du développement ainsi adoptée passe par l'organisation des solidarités africaines comme marchepied vers la mondialisation inévitable et contraignante.

La troisième raison de la consolidation du NEPAD est qu'il est une initiative africaine de coopération et de partenariat en vue du développement et du transfert des technologies. Ce partenariat est fondé sur le principe de responsabilité mutuelle vis-à-vis des objectifs de croissance et de développement définis à travers les secteurs prioritaires. Dans cette optique, depuis sa création, les « pères-fondateurs » ont toujours été conviés aux réunions du G8 pour y soutenir le Programme. Ainsi, l'Afrique et le NEPAD étaient au cœur de l'agenda du sommet du G8 à Kananaskis en 2002 à l'issue duquel le NEPAD a été consacré comme le cadre de référence obligé pour la mise au point des stratégies de développement et de la coopération avec l'Afrique. Le Plan d'action pour l'Afrique a été mis en place, et le Canada s'est engagé à affecter 6 milliards de dollars de ressources nouvelles et existantes sur cinq ans (2002-2007). A Gleneagles en 2005, le G8 a examiné les progrès relatifs au Plan d'action pour l'Afrique et a fixé de nouvelles mesures, notamment le doublement de l'aide à l'Afrique d'ici 2010 et l'annulation totale des dettes des pays pauvres très endettés (PPTE) envers la Banque mondiale, le FMI et la Banque africaine de développement.

En juin 2007 se réunit à Heiligendamm (près de Rostock, ville du nord de l'Allemagne) le G8. Les responsables du NEPAD doivent y présenter une plaidoirie pour élargir les acquis de la coopération Nord-Sud (accroissement de l'aide, effacement de la dette des pays africains les plus pauvres, aide insuffisante au développement, lutte contre les pandémies, etc.) et formuler de nouvelles propositions sur les grands sujets en discussion comme « l'exploitation des matières premières », « le besoin de structures nouvelles et solides » et de « canaux raisonnables » pour attirer les investissements en Afrique, « ne plus dilapider l'argent » mais « récompenser certains pays » pour leur « bonne gouvernance dans le cadre de partenariats. » Ils doivent dénoncer avec plus de vigueur le non-respect par les partenaires du G8 des engagements qu'ils prennent à chaque sommet en faveur de la promotion des projets du NEPAD. Il est devenu impératif

d'élargir la coopération à la Chine et à l'Inde qui seront les géants de l'économie mondiale dans un futur proche et qui fortifient leurs relations avec certains Etats africains.

En définitive, ces trois raisons sont suffisantes pour établir l'impérieuse nécessité de préserver le NEPAD, initiative de la dernière chance et qui a suscité une grande espérance comme outil de développement, d'intégration et de coopération entre l'Afrique et la communauté internationale. Alors, l'enjeu majeur restera fondamentalement de créer une véritable *Task-Force* qui doit parvenir à finaliser et opérationnaliser les projets retenus dans le Plan d'action à court terme en vue de montrer les réalisations concrètes, susceptibles de persuader les populations africaines de sa pertinence. L'Afrique, plongée dans une crise sociale profonde, marginalisée et pillée de ses richesses, y trouvera « une nouvelle voie de l'espérance ».